

Situation économique et financière

Croissance économique et développement

Bien que le secteur agricole reste le principal contributeur au PIB à hauteur de 45%, la Sierra Leone est connue mondialement pour être un important producteur de produits miniers au premier rang desquels le minerai de fer, les diamants, le rutile et l'or. **L'essor récent de l'industrie minière est venu changer les fondamentaux de la croissance** : les investissements dans le secteur ont fortement augmenté entre 2008 et 2014 (liés à trois sociétés minières cotées à la bourse de Londres : Sierra Rutile, African Minerals et London Mining) et se sont traduits par un quasi-triplement de la part du secteur minier dans le PIB qui est passée de 3,7% à 11,6% du PIB. Avec les activités connexes, le secteur minier représenterait à présent environ 30% du PIB. Entre 2014 et 2016, le pays a fait face à deux chocs concomitants, à savoir la forte baisse du prix des minerais de fer, principale industrie du pays, et l'épidémie d'Ebola, qui ont fortement impacté les équilibres budgétaire et extérieur du pays. L'année 2015 a notamment été marquée par l'arrêt de la production des deux principaux exploitants miniers, London Mining et African Minerals, qui ont tous deux fait face à d'importantes difficultés financières, aggravées par la baisse des cours. La contraction de 50% de la production de minerai de fer a participé à la contraction de l'économie de plus de 20% en 2015. Depuis lors, l'économie se redresse péniblement, mais le pays n'a toujours pas retrouvé le niveau de PIB per capita pré-Ebola (547 USD en 2019 contre 720 USD en 2014).

Depuis 2016, le pays n'arrive que péniblement à redresser sa trajectoire de croissance économique. En 2019, la croissance s'est accélérée à 5,1% contre 3,5% en 2018, et ce, malgré l'arrêt de la production de minerai de fer à partir du second semestre 2019 (suspension de la licence de SL Mining). En 2020, le FMI tablait sur un ralentissement de la croissance à 4,2%, suspendue à la reprise de l'extraction du minerai de fer en courant du second semestre. Mais finalement, **l'impact de la pandémie du COVID-19 pourrait se traduire par une contraction du PIB de 3,1%, puis un rebond en 2021 de la croissance à 2,7%**. A noter que **les perspectives à moyen terme demeurent favorables avec une croissance autour de 4,5%, portée principalement par les secteurs hors minerai de fer.**

Le pays enregistre des indicateurs socio-économiques parmi les plus faibles au monde : ce PMA de 7,7 millions d'habitants se hisse au 184^{ème} rang du classement IDH du PNUD sur 189 pays (IDH de 0,419). Le pays enregistre une espérance de vie à la naissance de 53,9 ans, une croissance démographique de 2,1% et un taux de fertilité de 4,4 enfants par femme. 46% de la population a moins de 15 ans et 75% moins de 35 ans. 42,1% de la population vit en zone urbaine. Les autorités évaluent le taux de pauvreté à 56,7% de la population et plus de 90% de la population occuperait un emploi vulnérable. De fait, le secteur privé formel en Sierra Leone est de taille limitée. Alors que le pays avait fortement progressé à partir de 2007, **l'environnement des affaires s'est récemment dégradé, la Sierra Leone se classant 163^{ème} sur 190 au classement Doing Business 2020.** Un important déficit d'infrastructures, notamment dans les domaines énergétique et de transport, continue de constituer un goulot d'étranglement important qui limite encore la croissance du secteur privé. Les autorités ont mis en place un plan à moyen terme intitulé Plan national de développement (*Medium-term National Development Plan*) pour la période 2019-2023, qui s'appuie sur les acquis du précédent Agenda pour le changement.

Finances publiques

Les autorités font des efforts en matière de consolidation budgétaire, mais les marges de progression demeurent importantes. Du côté des recettes, en 2019, les autorités ont enregistré de bons résultats, notamment grâce à la mise en place du compte unique du Trésor et du versement des licences de télécommunications. Néanmoins, la pression fiscale demeure toujours faible (estimée à 14,3% du PIB hors minerai de fer). **En 2020, compte tenu de la pandémie du COVID-19, le déficit public devrait se creuser à 8,2% du PIB contre 2,9% en 2019.**

Le pays a bénéficié de l'initiative PPTTE en octobre 2006, mais suite à l'épidémie d'Ebola et à la baisse des cours du minerai de fer, la trajectoire de croissance de la dette du pays s'est accélérée et c'est dans ce contexte qu'en 2015, le Club de Paris a été amené à inclure le pays dans son tour d'horizon. **Le pays présente un risque de surendettement élevé**, avec un encours de la dette publique de 70% du PIB en 2019 (77,2% du PIB en 2020).

Politique monétaire

Le pays est parvenu à modérer les pressions inflationnistes (14,8% en 2019 contre 16% en 2018), **et ce, malgré la dépréciation du taux de change** (13,4% en un an vis-à-vis du dollar US, avec pic d'un différentiel avec le marché parallèle de l'ordre de 10% en août 2019). Le pays est parvenu à consolider le niveau des réserves de change à fin 2019 à 3,5 mois d'importations de biens et services. Les autorités réaffirment un objectif d'une inflation à un chiffre d'ici la fin du programme avec le FMI, **mais en 2020, l'inflation moyenne risque de s'établir à 15,7% compte tenu de l'impact de la pandémie COVID-19.**

Climat des affaires

Si le climat des affaires s'est amélioré ces dernières années, beaucoup d'efforts restent à faire. Le pays se classe au 156^{ème} rang mondial sur 190 pays dans le classement *Doing Business 2020*. Des progrès ont été accomplis en matière de st de coûts de création d'entreprises, mais le climat des affaires reste miné par la faiblesse du cadre juridique, l'insuffisance des infrastructures énergétiques et de transport (seulement 25% du réseau routier bitumé, à peine plus de 1000 km de chemins de fer, etc.), les lourdeurs administratives et les pratiques de corruption.

Source : FMI, RCF, mai 2020	2018	2019	2020p	2021p
Croissance en volume (en %)	3,5	5,1	-3,1	2,7
Inflation (moyenne, en %)	16	14,8	15,7	15,5
Solde public dons inclus en recettes (% PIB)	-5,6	-2,9	-8,2	-5,2
Dette publique (% PIB)	69,1	70	77,2	79
Solde courant, yc transferts officiels (% PIB)	-18,7	-13,8	-15,8	-14,7

Clause de non-responsabilité - Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.